



COMPTES CONSOLIDES au 31/12/2010

**UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP
(UTIGROUP.)**

Société anonyme au capital de 1 731 747,20 euros
Siège social : 68 rue de Villiers - 92300 Levallois Perret
338 667 082 RCS Nanterre
Code APE 6202 A (721 Z) – Siret 338 667 082 00048

UTIGROUP.
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(montants en milliers)

	note	31/12/2010	31/12/2009
Actif			
Actifs non courants			
Goodwill	3	15 721	15 521
Immobilisations incorporelles	4	1	5
Immobilisations corporelles	5	89	76
Immobilisations financières	6	438	420
Impôts différés actifs	16	1 858	2 986
Total des actifs non courants		18 107	19 008
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	7	1 537	1 112
Autres actifs courants	7	986	1 018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	1 235	1 090
Total des actifs courants		3 758	3 220
Total de l'actif		21 865	22 228

	note	31/12/2010	31/12/2009
Passif			
Capital social	9	1 732	1 732
Primes	9	2 637	2 637
Réserves consolidées	9	3 214	3 576
Résultat consolidé		1 847	-227
Total des capitaux propres (part Groupe)		9 430	7 718
Intérêts minoritaires		1	1
Capitaux Propres		9 431	7 719
Passifs non courants			
Provisions	10	579	2 488
Dettes financières à long terme	11	1 101	1 624
Impôts différés passif		0	0
Total des passifs non courants		1 680	4 112
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	1 327	1 112
Autres passifs courants	12	8 334	8 146
Dettes financières à court terme	11	1 093	1 139
Total des passifs courants		10 754	10 397
Total du passif		21 865	22 228

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(montants en milliers, sauf données par action)

	note	31/12/2010	31/12/2009
Chiffre d'affaires net	14	28 581	25 733
Achats consommés		-3 345	-2 338
Autres achats et charges externes		-3 090	-2 803
Impôts et taxes		-514	-713
Charges de personnel	14	-20 623	-19 251
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	410	134
Autres produits et charges opérationnelles courantes	14	155	58
Résultat opérationnel courant		1 574	820
Autres produits opérationnels	14	1 867	0
Autres charges opérationnelles	14		-657
Résultat opérationnel		3 441	163
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut	14	-215	-269
Coût de l'endettement financier net		-215	-269
Autres produits et charges financiers	14	6	-89
Résultat avant impôts des activités ordinaires		3 232	-195
Charge d'impôts sur le résultat	16	-1 385	-32
Résultat net		1 847	-227
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net de l'exercice		1 847	-227
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (part groupe)		0	0
Résultat global total		1 847	-227
Résultat net par action			
<i>Résultat net de base par action</i>	17	0,22	-0,03
<i>Résultat net dilué par action</i>	17	0,22	-0,03

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
(montants en milliers)

en milliers d'euros	31/12/2010	31/12/2009
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE		
<i>Capacité d'autofinancement</i>		
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	1 847	-227
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	-1 918	610
Charges et produits calculés liés aux stock options	0	15
Plus et moins value de cession	-22	-18
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	28	87
<u>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</u>	-65	467
Coût de l'endettement financier net	215	269
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	1 128	32
<u>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</u>	1 278	768
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	280	-239
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE	1 558	529
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-208	-75
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	147	58
Encaissements liés aux cessions des immobilisations financières	17	
Variation des prêts et avances consentis	0	-55
Incidence des variation de périmètre	21	
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-23	-72
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital - Versées par les minoritaires des sociétés intégrées		
Rachats et reventes d'actions propres	-135	-17
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-956	-523
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-215	-269
Incidence des variation de périmètre	-36	
Autres flux liés aux opérations de financement		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-1 342	-809
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES		
FLUX NET DE TRESORERIE	193	-352
Trésorerie au 1er Janvier	711	1 063
Flux nets de l'exercice	193	-352
Trésorerie à fin de période	904	711

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(montants en milliers, sauf nombre d'actions)

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat net	Gains et pertés directement en capitaux propres	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2008	1 732	2 637	3 220	354	0	7 943	1	7 944
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				-227	0	-227		-227
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				-227	0	-227		-227
Affectation en réserves			354	-354		0		
Incidence rachat obligations			13			13		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-31			-31		
Attribution stocks options (1)			15			15		
Variations diverses			5			5		
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2009	1 732	2 637	3 576	-227	0	7 718	1	7 719
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				1 847		1 847		
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				1 847	0	1 847		1 847
Affectation en réserves			-227	227		0		
Incidence rachat obligations			0			0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-133			-133		
Attribution stocks options (1)			0			0		
Variations diverses			-2			-2		
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2010	1 732	2 637	3 214	1 847	0	9 430	1	9 431

(1) : Stock Option : impact de l'évaluation à la juste valeur selon la méthode de Black & Scholes = 15K€ au 31/12/2009, 0 au 31/12/2010

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

GENERALITES	7
Note 1 – PRESENTATION GENERALE	7
Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS	7
BILAN - ACTIF	15
Note 3 – GOODWILL	15
Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16
Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16
Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	17
Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	19
Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	20
BILAN - PASSIF	21
Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	21
Note 10 – PROVISIONS	24
Note 11 – DETTES FINANCIERES.....	25
Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS.....	27
Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE	28
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	30
Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL	30
Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL.....	32
Note 16 – IMPOTS	33
Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION	35
Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	36
Note 19 – EFFECTIF MOYEN.....	37
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	38
Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS	38
Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES	38
Note 22 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	39
Note 23 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE.....	39

GENERALITES

Note 1 – PRESENTATION GENERALE

Informations relatives au Groupe

UTIGroup. S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. UTIGroup. S.A. est cotée sur le marché d'Euronext Paris. En date du 25 mars 2011, le Conseil d'administration a procédé à un arrêté des comptes et a autorisé la publication des états financiers consolidés d'UTIGroup. S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ces états financiers seront soumis à l'approbation des actionnaires d'UTIGroup. S.A. lors de leur assemblée générale annuelle qui se tiendra le 24 mai 2011.

Nature de l'activité

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure deux grands types de prestations qui se décomposent comme suit :

La délégation de personnel et l'intégration de systèmes sont réalisées dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens.

L'Edition et la distribution de progiciel consistent à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le groupe n'a pas conclu de contrats au forfait d'un montant significatif au titre des exercices 2010 et 2009.

Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Bases de préparation des comptes consolidés annuels

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'UTIGroup. S.A. et de ses filiales sont établis suivant les normes comptables internationales : International Reporting Standards (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») c'est-à-dire, les IFRS, les International Accounting Standards (« IAS ») et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »).

Au 31 décembre 2010, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception de la norme IAS 39 qui n'a été adoptée que partiellement, ce qui est sans effet sur les comptes d'UTIGroup. S.A. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (K €) sauf indication contraire.

Impact des nouvelles normes comptables

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010

IFRS3 révisée : « Regroupements d'entreprises »

IAS 27 révisée : « Etats financiers consolidés et individuels »

L'adoption de ces normes, amendements et interprétations n'a eu aucune incidence significative sur les méthodes d'évaluation retenues pour préparer les états financiers consolidés du Groupe.

Base d'évaluation des comptes consolidés annuels

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Le Groupe a précisé dans l'annexe aux comptes consolidés les hypothèses utilisées et a encadré les résultats obtenus par des calculs de sensibilité aux fluctuations de ces estimations. Celles-ci sont notamment sensibles dans l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés (« impairment ») puisqu'ils sont fondés sur des flux futurs estimés, des hypothèses de taux de croissance et d'actualisation.

Plusieurs scénarii d'évolution des flux de trésorerie ont été élaborés et des tests de sensibilité aux variations des hypothèses de taux de croissance et de coût moyen pondéré du capital (WACC) ont été menés dans :

- l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés,
- la détermination des impôts différés et notamment lors de l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs.

Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent en intégration globale les comptes des sociétés dans lesquelles UTIGroup. S.A. exerce un contrôle exclusif. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux d'UTIGroup. S.A. et sur la base de méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2010 est présenté ci-après :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIGroup 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SA UTIGroup Est rue du Dépôt 13, parc de l'Europe 67 207 Niederhausbergen	99,74%	99,74%
SARL UTIGroup Luxembourg 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SA UTIGroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69 006 Lyon	99,94%	99,94%
SARL HBCC Partners 16, rue Amelot 75011 PARIS Pour la période du 16/06/2010 au 31/07/2010	100,00%	100,00%

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale.

Variation de périmètre au cours de l'exercice 2010 : Achat de 100% des parts de HBCC Partners au 16/06/2010, puis intégration dans les comptes de UTI GROUP via une Transmission Unique de Patrimoine au 1^{er} août 2010.

Conversion des comptes des filiales étrangères et opérations en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe est l'Euro. Par conséquent, le Groupe n'est pas confronté à la problématique de la conversion des comptes de filiales étrangères.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des entités consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la note 3 « *Goodwill* ». En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » de l'Etat du Résultat Global.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » de L'Etat du Résultat Global.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charges. Le Groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le Groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 31 décembre 2010.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Installations générales et agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier et matériels divers	2 à 5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges à la réalisation de ces prestations. Quand des immobilisations sont cédées ou mises hors service, le gain ou la perte est comptabilisé en résultat opérationnel.

Tests de valorisation des immobilisations

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « *dépréciation d'actifs* », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des facteurs internes ou externes montrant que l'un de ces actifs a perdu de la valeur. Lorsque de tels facteurs existent, le Groupe calcule la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de l'actif, ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient, si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs, est établie selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Si la valeur ainsi évaluée se révèle inférieure à la valeur nette comptable, le Groupe comptabilise une dépréciation égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :

- des titres détenus jusqu'à l'échéance,
- des versements de dépôts,
- des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Les actifs décomptabilisés correspondent aux créances clients des entités du groupe cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances commerciales sont enregistrées pour leur montant nominal. Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent aux autres actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Paiement sur la base d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir un plan concernant des options de souscription d'actions au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIGroup. dans la limite de 3% du capital.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées est comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante cinq ans (départ volontaire),
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées, ce qui n'est pas le cas au 31 décembre 2010.

Autres passifs courants

Les autres passifs courants correspondent aux autres passifs devant être réglés ou négociés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette. L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

Impôts

La charge d'impôt incluse dans la détermination du résultat net de l'exercice est égale au montant total des impôts courants et des impôts différés.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

L'impôt exigible et différé est directement comptabilisé dans les capitaux propres si l'impôt concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat net par action de base et dilué, soit respectivement sans prise en compte et avec prise en compte de l'effet dilutif des options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions. Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net de la période par la moyenne pondérée du nombre de titres en circulation. Les titres sont composés des actions et des titres potentiels. Les titres potentiels correspondent aux options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur à la moyenne du cours de bourse sur la période et sont pris en compte comme s'ils avaient été exercés.

BILAN - ACTIF

Note 3 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Goodwill UTI GROUP -TMA	15 051			15 051
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Goodwill - EAC CORPORATION	290			290
Goodwill - HBCC PARTNERS		200		200
	18 419	200	-	18 619
<hr/>				
Dépréciations	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Goodwill UTI GROUP -TMA	-2 206			-2 206
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 898	0	-	-2 898
<hr/>				
Valeur nette	15 521	200	-	15 721

Valeurs brutes	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Goodwill UTI GROUP -TMA	15 051			15 051
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Goodwill - EAC CORPORATION	290			290
	18 419	-	-	18 419
<hr/>				
Dépréciations	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Goodwill UTI GROUP -TMA	-1 549	-657		-2 206
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-2 241	-657	-	-2 898
<hr/>				
Valeur nette	16 178	-657	-	15 521

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flow générés par l'activité pour les cinq prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

Les données de la première année sont issues du processus budgétaire, les données suivantes sont déterminées par extension budgétaire.

Le taux d'actualisation retenu en 2010 est de 10,1 % contre 10,0 % en 2009 de taux de croissance à l'infini est de 2% en 2010 comme en 2009.

Une variation des paramètres clefs : taux d'actualisation à plus ou moins 0,5 point et taux de croissance à l'infini à plus ou moins 0,5 points ne conduirait pas à comptabiliser de dépréciation.

Le calcul de la juste valeur au 31 décembre 2010, n'a conduit pas à une dépréciation du goodwill.

Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes sont constituées des éléments suivants:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	517	4		520
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-512	-8		-519
Valeur nette	5	-4	0	1

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	504	13		517
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-504	-8		-512
Valeur nette	0	5	0	5

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	889	151	106	935
	889	151	106	935
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-813	-33		-846
	-813	-33	0	-846
Valeur nette	76	118	106	89

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	867	62	40	889
	867	62	40	889
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-782	-31		-813
	-782	-31	0	-813
Valeur nette	85	31	40	76

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les immobilisations corporelles. Par ailleurs, au cours de ces mêmes exercices, il n'y a pas eu de financement d'équipement par des contrats de location financement significatifs.

Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Valeur brute				
Participations non consolidées	17		17	0
Prêts au personnel et autres	275	37	5	308
Dépôts et cautionnements	128	16	15	129
	420	53	37	437
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	420	53	37	437

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Valeur brute				
Participations non consolidées	17			17
Prêts au personnel et autres	254	21		275
Dépôts et cautionnements	132	3	7	128
	403	24	7	420
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	403	24	7	420

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans). Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée des prêts au 31 décembre 2010 sont les suivantes :

- la durée restant à courir est calculée à compter de la date d'octroi du prêt ;
- le taux d'actualisation retenu est 4%.

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 304 K€ au 31 décembre 2010.

La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et les autres actifs courants sont constitués des éléments suivants :

Créances clients

	31/12/2010	31/12/2009
Créances clients	1 605	1 491
Provisions pour créances douteuses	-68	-379
Comptes de régularisation rattachés		
Total	1 537	1 112

Autres créances

	31/12/2010	31/12/2009
Personnel et comptes rattachés	57	44
Créances sur organismes sociaux	-	-
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	7	4
Créances sur l'Etat - TVA	239	189
Autres créances d'exploitation	374	521
Comptes de régularisation	309	260
Total	986	1 018

Les autres créances d'exploitation correspondent principalement au dépôt de garantie auprès de la société d'affacturage.

Echéancier des créances

	31/12/2010	2010	2011	2012	Années ultérieures
Créances clients	1 537		1 537		
Autres créances	986		986		
TOTAL	2 523	-	2 523	-	-

	31/12/2009	2010	2011	2012	Années ultérieures
Créances clients	1 112	1 112			
Autres créances	1 018	1 018			
TOTAL	2 130	2 130	-	-	-

La valeur nette comptable des créances figurant au bilan reflète la valeur de marché.
Le montant des en-cours garantis auprès du factor est de 5443 K€ au 31 décembre 2010 contre 4 564 K€ au 31 décembre 2009

Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Tableau des Flux de Trésorerie consolidé :

La définition de la Trésorerie retenue pour ce tableau correspond au montant figurant en Trésorerie et équivalent de Trésorerie diminué des découverts bancaires et créances d'affacturage non garanties :

	31/12/2010	31/12/2009
Disponibilités	1 235	1 090
Découverts bancaires	-285	-262
Créances d'affacturage non garanties	-47	-117
TOTAL trésorerie nette	904	711
VARIATION DE TRESORERIE		193

BILAN - PASSIF

Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL

Capital

Le capital au 31 décembre 2010 est de 1 731 747 €, divisé en 8 658 736 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2010	Variation		31/12/2010
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736			8 658 736
Nombre de titres	8 658 736	0	0	8 658 736
Nominal	0,20			0,20
Capital en euro	1 731 747	0	0	1 731 747

Détail des réserves

Les différents éléments constituant les réserves consolidées de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES RESERVES	31/12/2010	31/12/2009
Autres réserves	1 171	1 600
Report à nouveau	2 043	1 976
TOTAL	3 214	3 576

Actions propres

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIGroup. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	Réalisations 31/12/2010	Réalisations 31/12/2009
Détentions à l'ouverture	292 152	262 802
Achats d'actions	131 746	29 350
Ventes d'actions	-	-
Détention à la clôture	423 898	292 152
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	Réalisations 31/12/2010	Réalisations 31/12/2009
Détentions à l'ouverture	34 275	14 432
Achats d'actions Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	678 356	112 237
Ventes d'actions	693 336	92 394
Détention à la clôture	19 295	34 275
Détention totale à la clôture	443 193	326 427
Pourcentage détenu en autocontrôle	5,1%	3,8%

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

Dividendes

Des dividendes peuvent être distribués par prélèvement sur les réserves en conformité avec les dispositions de la Loi et les Statuts de la Société. UTIGroup. S.A. n'a pas distribué de dividende au titre des 3 derniers exercices. Le report à nouveau et les primes (fusion, émission, apport) dans les comptes sociaux s'élèvent à un montant positif d'environ 4 700 milliers d'euros au 31 décembre 2010 avant affectation du résultat de l'exercice.

Plans d'options de souscription et d'achat d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 dans sa 1ère résolution et en application des dispositions des articles L 225-177 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la société – ou à certains d'entre eux – de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions définies par l'article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital.

L'autorisation a été donnée au Conseil d'administration pendant une durée de 38 mois à compter de la date d'assemblée générale.

Le nombre d'actions à émettre au titre d'augmentation(s) de capital résultant de la levée de telles options ne peut être supérieur à 3% du capital social.

Le prix de souscription des actions a été fixé par l'assemblée à 80% de la moyenne des cours de clôture constatés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Le délai d'exercice des options ne devra pas excéder 5 ans à compter de leur date d'attribution.

Le nombre d'actions auxquelles pourront souscrire les personnes remplissant les conditions est fixé par le Conseil d'administration. Aucun détenteur de plus de 10% du capital de la Société ne peut bénéficier d'options de souscription.

Par décision du Conseil d'administration en date du 29 février 2008, il a été décidé l'attribution d'options de souscription à des dirigeants et salariés du Groupe. Les options de souscription créées sont exclusivement réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou du Groupe qui remplissent les conditions suivantes :

- être cadre ou mandataire social de la Société ou de ses filiales détenues à plus de 85%,
- être présent dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales détenues à plus de 85% depuis plus de 30 mois.

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 22/01/2008								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 5 du 29/02/2008	150 000	1,04 euros	3 Salariés	29/02/2008	0		150 000	28-févr-13
TOTAL	150 000				0	0	150 000	

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes. Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Détail des actions et droits de vote

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	31/12/2010	31/12/2009
Nombre total d'actions	8 658 736	8 658 736
Nombre total de droits de vote	9 768 182	13 065 078

Note 10 – PROVISIONS

	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Provision pour litiges prud'homaux	171	105	72	205
Provision pour litiges commerciaux	2 093	103	2 093	103
Provision pour risques et charges divers	-			-
Total provisions pour risques et charges	2 264	208	2 165	308
Provision pour engagements sociaux	224	48		272
Total provisions au passif	2 488	256	2 165	579

	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
Provision pour litiges prud'homaux	262	59	150	171
Provision pour litiges commerciaux	2 093			2 093
Provision pour risques et charges divers	24		24	-
Total provisions pour risques et charges	2 379	59	174	2 264
Provision pour engagements sociaux	195	29		224
Total provisions au passif	2 574	88	174	2 488

Depuis 2002, un litige opposait la société à un client au titre de prestations réalisées au forfait. Une provision avait été constituée en fonction de l'estimation des risques potentiels encourus (226 K€). Le jugement en premier ressort condamnait la société UTI GROUP à hauteur de 3.200K€ dont 800K€ mis à la charge de l'assureur. La société UTIGroup. avait fait appel de cette décision et constitué une provision complémentaire d'un montant de 1 867 K€.

En mars 2010 la cour d'appel de Versailles a rendu un arrêt favorable à la société UTI GROUP qui a eu pour effet sur le résultat opérationnel :

- Une reprise de provision non courante de 1.867 K€ et une reprise de provision pour risques courante de 226K€.

- Une facturation complémentaire nette de provision d'un montant de 174K€.

A la date d'arrêté, le groupe et ses conseils n'ont pas identifié de risque particulier lié à la déclaration de pourvoi en cassation.

Un litige opposait la société UTI GROUP avec les anciens dirigeants et animateurs de sa filiale UTIGroup. Est. La société avait intenté une action devant une juridiction pénale à l'encontre de ces personnes qui bloquait le civil en l'état. La juridiction pénale a rendu un jugement en 2007 et condamné l'ancien dirigeant à une amende et au versement de dommages et intérêts. Le Tribunal de Grande Instance de Nancy a rendu son jugement le 11/01/2010 condamnant UTI GROUP à verser le solde du prix de cession des titres d'UTI GROUP EST pour 216 K€ et condamne l'ancien dirigeant d'UTI GROUP EST à verser 41K€ à UTI GROUP EST. L'ancien dirigeant a fait appel de cette décision.

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	31/12/2010	31/12/2009
Provision pour litiges prud'homaux	49	41
Provision pour litiges commerciaux	2 093	22
Provision pour risques et charges divers	-	-
Total des reprises non utilisées	2 142	63

Note 11 – DETTES FINANCIERES

Détail des emprunts et dettes financières courants et non courants

DETTE FINANCIERE	31/12/2010	31/12/2009
Emprunt obligataire convertible	292	281
Part des emprunts à plus d'un an	809	1 342
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	1 101	1 623
Part des emprunts à moins d'un an	533	508
Part des dettes financières à moins d'un an	560	631
Total des dettes financières à court terme	1 093	1 139

DETTE FINANCIERE	31/12/2009	31/12/2008
Emprunt obligataire convertible	281	283
Part des emprunts à plus d'un an	1 343	1 851
Part des dettes financières à plus d'un an	*	-
Total des dettes financières à long terme	1 624	2 134
Part des emprunts à moins d'un an	508	485
Part des dettes financières à moins d'un an	631	281
Total des dettes financières à court terme	1 139	766

Echéancier des dettes financières

Dettes financières à long terme	31/12/2010	2011	2012	2013	2010
Emprunt obligataire convertible	293				293
Emprunts auprès des établissements de crédit	809	-	559	250	-
	1 102	-	559	250	293
Dettes financières à long terme	31/12/2009	2011	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	281				281
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 342	533	559	250	
	1 623	533	559	250	281

La valeur comptable des emprunts au 31/12/2010 reflète leur juste valeur.

Caractéristiques de l'emprunt obligataire

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K€, portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3,14 €. Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K€.

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003. Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTIGROUP. 0.1% 2020* » sont les suivantes :

- la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
- le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
- versement d'une soulte en numéraire de 2,5 € aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

- en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP. et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1er avril 2008,
- en cas de conversion entre le 1er avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP.

Il ne reste plus de bon de souscription d'action en circulation au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2010, il restait en circulation 19 414 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 2 K€. La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial. Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 31 décembre 2010 sont les suivantes :

Durée	du 01/01/2011 au 01/01/2020	9
Taux d'actualisation		4,00%
Nombre d'OCA		19 414
Nominal		21,30 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 292 K€ au 31 décembre 2010 contre 281 K€ au 31 décembre 2009. La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS

Dettes fournisseurs

	31/12/2010	31/12/2009
Dettes fournisseurs	1 327	1 112
Total	1 327	1 112

Les dettes fournisseurs sont constituées de frais de sous-traitance et de frais généraux.

Autres passifs courants

AUTRES PASSIFS COURANTS	31/12/2010	31/12/2009
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	5 551	4 681
Dettes sur acquisitions de titres	591	808
Comptes courants	1 774	2 198
Dettes diverses d'exploitation	417	459
Total des autres dettes à court terme	8 333	8 146

AUTRES PASSIF COURANT	31/12/2009	31/12/2008
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 681	4 789
Dettes sur acquisitions de titres	808	808
Comptes courants	2 198	2 201
Dettes diverses d'exploitation	459	263
Total des autres dettes à court terme	8 146	8 061

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la société UTIGroup. des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 1 567 K€ au 31 décembre 2010 contre 1 998 K€ au 31 décembre 2009. Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, mis à disposition de la société UTIGroup. un compte courant de 205 K€ au 31 décembre 2010 contre 198 K€ au 31 décembre 2009.

Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

Le Groupe UTIgroup. réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-Groupe)

	31/12/2010	HBCC Partners	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes	
Chiffre d'affaires net	28 581	230	24 227	1 720	-	2 404	
Résultat opérationnel courant	1 302	-	59	1 042	382	5	-69
Résultat opérationnel	3 169	-59	2 909	382	5	-69	
Résultat global	1 833	-59	1 743	295	5	-151	

	31/12/2009	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	25 733	21 741	1 631	-	2 361
Résultat opérationnel courant	819	477	417	-9	-66
Résultat opérationnel	162	-180	417	-9	-66
Résultat global	-227	-416	327	-9	-129

Actifs et passifs sectoriels

Les actifs sectoriels se définissent selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », comme étant la somme des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le goodwill) et des actifs courants. Les actifs financiers et autres actifs non courants ne sont pas pris en compte dans le calcul des actifs sectoriels.

ACTIFS	31/12/2009	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	19 008	18 837	46	-	126
Actifs courants	3 220	1 748	1 037	13	422
TOTAL	22 229	20 585	1 082	13	548

PASSIFS	31/12/2009	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	4 112	4 089	7	-	16
Passifs courants	10 398	9 164	506	31	697
TOTAL	14 510	13 253	513	31	713

Informations relatives aux principaux clients

Le risque «client» est très largement réparti : sur 295 établissements clients actifs recensés dans l'année 2010, le premier client du Groupe représente 13 % de l'activité, les dix premiers représentent pour leur part 47 % de l'activité et enfin les vingt premiers totalisent 62 % de l'activité.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Chiffre d'affaires

	31/12/2010			31/12/2009		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	24 217	10	24 227	21 731	10	21 741
UTIgroup Est	1 720	-	1 720	1 631	-	1 631
UTIgroup Luxembourg	-	-	-	-	-	-
UTIgroup Rhône-Alpes	2 396	8	2 404	2 352	8	2 360
HBCC Partners	230		230			
TOTAL	28 563	18	28 581	25 714	19	25 733

Frais de personnel

Les frais de personnel des entités du Groupe se ventilent comme suit :

	31/12/2010	31/12/2009
UTI Group S.A.	17 384	16 122
UTI Group Rhône-Alpes	1 993	1 970
UTI Group Est	1 087	1 158
UTI Group Luxembourg	-	-
HBCC PARTNERS	159	
TOTAL	20 623	19 251

Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	31/12/2010	31/12/2009
Immobilisations incorporelles	-8	-7
Immobilisations corporelles	-33	-31
Dépréciation sur actif circulant	311	87
Provision pour risques et charges	92	85
	362	134

Autres charges et produits d'exploitation

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	31/12/2010	31/12/2009
Autres produits d'exploitation	136	13
Produits de cession d'immobilisations	144	58
Autres charges d'exploitation	-3	-1
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-122	-40
Reprise ou dotations aux provision		
Rachat d'Obligations Convertibles		28
Autres produits et charges d'exploitation	155	58

Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale du Groupe.

Coût de l'endettement financier brut

	31/12/2010	31/12/2009
Intérêts sur emprunts	74	98
Autres charges financières	141	171
TOTAL	215	269

Autres charges et produits financiers

	31/12/2010	31/12/2009
Pertes de change	0	-2
Gain de change	1	0
Actualisation de l'emprunt obligataire	-11	-49
Actualisation des prêts et engagement de retraite	-32	-38
Charges financières	-66	
Provision charges financières	-50	
Autres produits financiers	164	0
Autres produits et charges financiers	6	-89

Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La législation française prévoit également le versement aux salariés en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération du salarié au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis par les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. La méthode retenue pour le calcul des engagements est la méthode des unités de crédits projetées conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».

	01/01/2010	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
UTI Group S.A.	200	41		241
UTI Group Rhône-Alpes	16	5		21
UTI Group Est	7	2		9
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	223	48	-	271

	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2009
UTI Group S.A.	175	25		200
UTI Group Rhône-Alpes	13	3		16
UTI Group Est	6	1		7
UTI Group Luxembourg	-			-
Total des engagements	194	29	-	223

La variation nette de l'exercice est enregistrée dans l'Etat du Résultat Global dans le poste en charges de personnel et en charges financières pour la partie actualisation.

	2 010	2 009
Total des engagements au 01/01	223	194
Coût des services rendus dans l'année	23	21
Effet de l'actualisation	16	9
Prestations versées	-16	0
Evolution démographique	26	-1
Coût actuariel	0	0
Total des engagements au 31/12	272	223

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	31/12/2010	31/12/2009
Age de retraite considéré (départ volontaire)	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	3,70%	3,87%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	15,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	10,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Table de mortalité Hommes	TH-00-02	TH-00-02
Table de mortalité Femmes	TF-00-02	TF-00-02

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres au pays.

Note 16 – IMPOTS

Evolution des postes de bilan

<i>Impôts différés actifs</i>	31/12/2010	31/12/2009
Ouverture	2 986	3 017
Différences temporaires		
- Naissances	127	15
- Reversements	-15	-15
Constatation de l'impôt sur déficits	0	98
Consommation du déficit reportable	-1 256	-139
Engagements de retraite	16	10
Clôture	1 858	2 986

Charge d'impôt sur les résultats

	31/12/2010	31/12/2009
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	0	0
CVAE	-257	
Impôts différés		
Impôts différés de la période	-1 128	-32
	-1 385	-32

Nota : les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

La loi de finances pour 2010 publiée le 30 décembre 2009 a supprimé la Taxe Professionnelle pour la remplacer par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T.) qui se compose de deux nouvelles contributions de nature différente :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E.) est assise sur les valeurs locatives des biens passibles de taxes foncières. Au regard des similitudes avec l'ancienne Taxe Professionnelle, elle est comptabilisée à compter du 1er janvier 2010 en tant que charge opérationnelle courante.

- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E) est assise sur la valeur ajoutée des entités françaises. Cette contribution s'analyse comme un impôt dû sur la base des bénéfices imposables et est comptabilisée, en application d'IAS12, en charge d'impôt sur le résultat à compter de l'exercice 2010.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIGroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le Groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%.

Preuve d'impôts

Le rapprochement entre le produit d'impôt comptabilisé au 31 décembre 2010 dans le résultat comptable consolidé et le produit d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôts le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante peut être établi comme suit :

	31/12/2010	31/12/2009
Résultat consolidé avant impôt	3 232	-195
Déficits activés		
Taux d'IS applicable	33,33%	33,33%
Charge d'impôts théorique	-1 077	-65
Charge d'impôts réelle	-1 385	-32
Ecart	308	-34
Charges définitivement non déductibles	52	-43
Reports déficitaires utilisés mais non comptabilisés au cours d'exercices antérieurs		
Impact net des retraitements de consolidation	84	9
Impact CVAE	172	
Total	308	-34

Actifs d'impôts sur déficit

	Variations de l'exercice				Clôture
	Ouverture	Nouveaux déficits générés	Utilisation de déficits	Autres mouvements	
Impôts différés actifs sur déficit	2 986	0	-1 256	128	1 858
Non reconnus à l'origine	-	-	-	-	-
TOTAL	2 986	- -	1 256	128	1 858

Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	31/12/2010	31/12/2009
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 658 736	8 658 736
Actions détenues en propre par le Groupe	443 193	326 427
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 215 543	8 332 309
Résultat net	1 832	-227
Résultat net par action dilué	0,22	-0,03

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

Résultat par action dilué

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital. Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	31/12/2010	31/12/2009
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 215 543	8 332 309
Effet dilutif des obligations convertibles	19 414	19 414
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 234 957	8 351 723
Résultat net	1 832	-227
Résultat net par action dilué	0,22	-0,03

Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements hors bilan

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé à la clôture de l'exercice 2010 pour les montants suivants :

	31/12/2010		31/12/2009	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers (1)	3 478		3 811	
Baux mobiliers et crédit-baux	369		218	
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	518		722	
Comptes bloqués	0		221	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	4 365	-	4 972	-
UTIgroup. Rhône-Alpes				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers	162		-	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	162	-	0	-
UTIgroup. Est				
Effets escomptés non échus	-		-	
Avals et cautions	-		-	
Baux mobiliers et crédit-baux	-		-	
Baux immobiliers	38		55	
Nantissement du fonds de commerce au profit du Trésor Public	-		-	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	38	-	55	-

(1) : Bail immobilier à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Contrats de location

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et des locations avec option d'achat comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 31 décembre 2010.

Montant total restant à verser au 31/12/2010	369 K€
- Dont part à moins d'un an	137 K€
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	232 K€
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des charges au 31 décembre 2010 s'élève à 244 K€.

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2005, en application de l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC. Le nombre total d'heures acquises par les salariés du Groupe au 31 décembre 2010 s'élève à 19 336 heures.

Autres engagements

Dans le cadre de la soucription des nouveaux emprunts en 2008 la société s'est engagée à respecter, sur la base de ses comptes consolidés les ratios suivants :

- Les fonds propres améliorés consolidés (capitaux propres, provision pour risques et charges et comptes courants associés) supérieur à 10 millions d'euros
- Rapport de la dette moyen et long terme (comptes courants associés inclus) sur les fonds propres inférieur à 1
- Rapport dettes financières nettes (comptes courants d'associés inclus) sur excédent brut d'exploitation inférieur à 3.

A la connaissance du Groupe, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 31 décembre 2010.

Note 19 – EFFECTIF MOYEN

	<u>31/12/2010</u>	<u>31/12/2009</u>
Charges de personnel (*)	14 131	13 165
Charges sociales afférentes	6 492	6 086
	<u>20 623</u>	<u>19 251</u>
Effectif moyen	316	307

(*) : composé de salaires fixes et variables, y compris participation des salariés.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt; aussi, son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et moyen terme. La dette du Groupe est essentiellement à taux fixe.

Risque de liquidité sur la dette financière et covenants

Le risque de liquidité est géré par la mise en place de sources de financement diversifiées. Par ailleurs, certains financements du Groupe contiennent des clauses de remboursement anticipé notamment en cas de non respect de covenants. (cf. note 18)

Risque du marché actions

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées autres que les actions d'autocontrôle (au 31 décembre 2010, 443 193 actions) qui sont déduites des capitaux propres. Il n'est donc pas exposé au risque de fluctuation des prix des marchés actions.

Exposition au risque de change

UTIGROUP n'est que peu exposé au risque de change, le Groupe n'exerce qu'une faible activité hors de la zone Euro qui correspond à moins de 1 K€ en suisse en devise CHF sur l'exercice 2010.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

Note 21 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Rémunération et avantages des organes de direction et d'administration du Groupe

	31/12/2010	31/12/2009
Des organes d'administration	602	558
Des organes de direction	-	-
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	602	558

Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

Au 31 décembre 2010 et 2009, les dirigeants et les administrateurs n'ont perçu aucune avance et/ou crédit.

Au 31 décembre 2010 et 2009, les administrateurs du Groupe ne bénéficient pas d'option de souscription et d'achat d'actions.

Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation. Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE,

Il n'existe pas de transactions ou de soldes significatifs concernant la société LAW INFORMATIQUE.

Note 22 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En euro (HT) :

	Burband Klinger & associés				IGREC			
	Montants		%		Montants		%	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Audit								
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés - Société mère	67 650	66 000	100%	100%	68 150	66 500	100%	100%
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés - Filiales					24 640	18 071		
Missions accessoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total	67 650	66 000	100%		92 790	84 571	100%	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	0	0			0	0	0	0
Audit informatique	0	0			0	0	0	0
Audit interne	0	0			0	0	0	0
Autres prestations	0	0			0	0	0	0
Sous Total	0	0			0	0	0	0
TOTAL	67 650	66 000	100%	100%	92 790	84 571	100%	100%

Note 23 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture.